

HALTE AU RACKET DES AUTOMOBILISTES

ALORS QUE LA VOITURE RESTE INDISPENSABLE À LA MAJORITÉ DES EUROIS POUR SE RENDRE AU TRAVAIL, LES TAXES SUR LES CARBURANTS EXPLOSERONT EN 2018 !

➔ Dans la Loi de finances 2018, le gouvernement prévoit une hausse de 4 centimes par litre de l'essence et de 8 centimes du diesel. Si la transition vers des véhicules plus propres demeure souhaitable, le gouvernement l'impose en frappant le pouvoir d'achat des ménages par cette hausse scandaleuse des taxes.

ALORS QU'ELLES REPRÉSENTENT DÉJÀ 1 MILLIARD D'EUROS PAR AN, LE GOUVERNEMENT PRÉVOIT UNE HAUSSE DE 12% DES RECETTES DES AMENDES EN 2018 !

➔ La Loi de finances 2018 prévoit une augmentation de 10 à 12% des recettes issues des amendes par rapport à 2017. Plutôt que de favoriser la prévention, le gouvernement choisit la répression et impose une hausse masquée des taxes.

ALORS QUE 4500 RADARS FIXES SONT DÉJÀ EN PLACE, LE GOUVERNEMENT PRÉVOIT L'INSTALLATION DE 450 RADARS SUPPLÉMENTAIRES EN 2018 !

➔ Malgré une politique du tout répressif qui ne fonctionne plus avec un nombre de morts sur les routes n'ayant pas diminué depuis 3 ans, le gouvernement compte accentuer la répression routière. 450 nouveaux radars tourelles, 100 radars mobiles et 230 radars discriminants sont prévus pour 2018.

ALORS QUE LES SOCIÉTÉS D'AUTOROUTES FONT DES BÉNÉFICES DÉMENTIELS, UNE NOUVELLE HAUSSE DES PÉAGES EST PRÉVUE POUR 2018 !

➔ En 2015, 3,3 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires des sociétés d'autoroutes, soit près d'un tiers de leur chiffre d'affaire. Service public indispensable aux particuliers et à l'activité professionnelle, les autoroutes sont désormais de moins en moins accessibles aux français les plus modestes.

ALORS QUE 72% DES FRANÇAIS S'Y OPPOSENT, LA NORMANDIE SERA EN 2018 LA 1ère RÉGION À SUBIR LA PRIVATISATION DES CONTRÔLES RADARS !

➔ En 2018, la Normandie sera la première région à être concernée par la privatisation des contrôles radars mobiles. La prestation sera rémunérée en fonction du nombre de kilomètres parcourus et donc de verbalisations effectuées. Un tel dispositif deviendra ainsi une activité lucrative et non plus une sensibilisation à la sécurité routière.

SEUL LE FRONT NATIONAL S'OPPOSE A CETTE POLITIQUE ET DEMANDE :

- La renégociation des accords entre les sociétés d'autoroutes et l'État compte tenu de leur politique tarifaire inacceptable.
- Le refus de l'augmentation de la répression routière au profit d'une politique basée sur la prévention.
- L'arrêt de la privatisation des contrôles routiers qui doit rester la prérogative de la Police et de la Gendarmerie.
- Le gel des taxes sur les carburants, indispensables aux déplacements des français notamment les plus modestes.

JE SIGNE LA PÉTITION : NON À LA POLITIQUE DE RACKET DES AUTOMOBILISTES PAR LE GOUVERNEMENT !

- Je m'oppose au **racket des automobilistes** voulu par le gouvernement
 Je rejoins le **Front National** pour vous **soutenir dans ce combat**

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

Tél : Courriel :

Bulletin à renvoyer à : **FN27 - BP 30511 - 27005 Evreux Cedex**

Contact : fn27@frontnational.com

Loi informatique et liberté : vous disposez à tout moment d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant

PÉTITION

